

Il faut en finir avec l'icône d'Auschwitz

Article de presse paru dans le journal *Le Courrier* – 24 mai 2004

Propos recueillis par Rachel Haller.

PROCHE-ORIENT • Juif israélien et farouchement engagé pour la cause palestinienne, **Uri Davis** accuse l'Etat d'Israël de pratiquer une politique d'apartheid. Rencontre.

«Comme je suis juif, on ne peut m'accuser d'antisémitisme.» Anthropologue et fervent défenseur des droits de l'homme, Uri Davis ne mâche pas ses mots pour critiquer la politique de son pays à l'encontre des populations palestiniennes. Pour lui, il s'agit purement et simplement d'un système d'apartheid comparable au modèle sud-africain d'avant 1991.

Rencontre téléphonique entre Tel-Aviv et Ramallah avant son arrivée à Genève, jeudi 27 mai, où il clora le cycle de conférences sur les relations entre Israël et l'Afrique du Sud, organisé par le Centre Europe-Tiers Monde et l'Institut universitaire d'études du développement.

Le Courrier: Vous comparez la politique actuelle de l'Etat d'Israël à celle de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Pourquoi?

Uri Davis: - J'aimerais d'abord faire une distinction entre racisme et apartheid. Le racisme est un sentiment négatif certes, mais pas plus répandu en Israël qu'aux Etats-Unis ou dans d'autres pays membres de l'ONU. Mais en Israël le racisme est inscrit dans les lois votées par le Parlement. La discrimination des populations nonjuives, principalement arabes palestiniennes, est un acte légal, comme l'était la différence de traitement entre Blancs et Noirs en Afrique du Sud. Dans les deux cas, il ne s'agit donc plus seulement de racisme, mais d'apartheid, à savoir un système politique ayant légalisé et institutionnalisé le racisme.

La ségrégation «à l'israélienne» semble toutefois plus difficile à cerner que celle pratiquée en Afrique du Sud, où même les toilettes publiques étaient séparées...

– Les législateurs israéliens sont en effet plus malins que l'ont été leurs homologues sud-africains. Pour garder le soutien de la communauté internationale, ils veillent à soigner leur image de seule démocratie du Moyen-Orient. Les populations non-juives ont en apparence les mêmes droits: elles peuvent voter, profiter des assurances sociales et bénéficier d'une protection juridique. Encore que dans ce dernier cas, des recherches très sérieuses ont montré qu'à crime égal dans un contexte égal, la sentence pour un non-juif s'avère souvent plus sévère. Mais comment expliquer que 93% du territoire du pays soit désigné par la loi propriété de l'Etat israélien et que les Arabes palestiniens n'aient pas le droit de s'installer où ils le désirent? De fait, les discriminations se manifestent surtout dans les domaines de l'accès au logement, aux terres et aux ressources en eau. Logique puisque l'enjeu principal pour tout pays colonisateur est de contrôler le territoire.

De quels outils juridiques l'Etat d'Israël s'est-il doté pour assurer sa suprématie territoriale?

– Tout juif, ou presque, peut s'installer en Israël et obtenir la nationalité, alors que les réfugiés palestiniens qui ont fui le pays pendant la guerre de 1948-49 et leurs descendants, soit environ deux millions de personnes aujourd'hui, n'ont pas droit au retour et la plupart d'entre eux sont tout simplement apatrides. Sans citoyenneté, ils se trouvent privés du droit fondamental à travailler et à être protégés, le pire destin pour un être humain. Le Parlement a par ailleurs adopté en 1950 l'«Absentee Property Law», «loi sur les biens des absents», qui lui permet de confisquer tous les biens bancaires, immobiliers, fonciers... d'une personne non-juive ayant quitté le pays pendant la guerre de 1948-1949, même si elle y est revenue ensuite. Sont également considérées comme «absentees », ou plus précisément «present absentees», toutes les personnes non-juives ayant effectué un déplacement à l'intérieur du pays pendant cette même période. Il a suffi par exemple à une famille palestinienne de quitter Haïfa en 1948 et de se réfugier à Nazareth, pour tout perdre. Aujourd'hui, 70 à 80% du territoire israélien est frappé par les «absentees' properties». Mais cette loi n'est pas la seule à

autoriser l'expropriation. Il en existe d'autres, comme la «Land Acquisition Law» permettant notamment de légaliser a posteriori l'implantation de colonies.

La communauté internationale s'est massivement opposée à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. Pourquoi se montre-t-elle si frileuse face à Israël?

– Rappelons d'abord qu'avant d'arriver au boycott massif de l'Afrique du Sud, la lutte a été longue. De plus, comme je le soulignais précédemment, Israël veille à dissimuler ses pratiques discriminatoires sous les apparences d'un état démocratique. Mais le principal obstacle à un boycott d'Israël reste à mes yeux «l'icône d'Auschwitz», un sentiment de culpabilité face au génocide des juifs encore largement dominant en Occident et entretenu avec succès par les autorités israéliennes depuis plus de cinquante ans . Le «comment osez-vous nous critiquer alors que nous, nous n'avons jamais construit de crématoires» reste une défense imparable. On manipule une culpabilité faussement collective – la culpabilité ne peut être qu'individuelle – pour cacher ses propres crimes. C'est pourquoi les juifs israéliens révoltés par la politique d'apartheid ont un rôle particulièrement important à jouer: montrer qu'on peut lutter contre la violation des droits fondamentaux des Palestiniens sans être antisémite. Etre un bon juif, c'est être humaniste donc opposé à toute forme de discrimination.

Tiré du site internet www.lecourrier.ch